

Dossier / Union africaine - Union européenne

Vers un partenariat plus fort

Se situant à mi-chemin du sommet d'Abidjan en 2017 et celui à venir, la réunion conjointe des ministres de l'Union européenne et de l'Union africaine tenue les 21-22 derniers à Bruxelles - on peut se le demander - ouvre-t-elle une ère de coopération plus forte et ténue entre l'Europe et l'Afrique ? Tel a été, au moins, le vœu clairement formulé et émis par les ministres africains présents ...



PAGES 6 & 7

SANTE



Promotion de la santé maternelle et infantile au Togo

Vaccination contre la rougeole et la rubéole à partir du 30 janvier

L'information a été rendue publique il y a quelques jours par le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique : le Togo va introduire à partir de demain la deuxième dose du vaccin contre la rougeole et la rubéole dans la vaccination de routine. Les enfants âgés de 15 mois...

PAGE 11

ECONOMIE



Classement mondial de la Fondation Heritage

Le Togo a fait plusieurs progrès en matière de liberté économique

Dans un rapport publié par le think tank américain The Heritage Foundation, la fondation a confirmé les réformes menées par le Togo pour favoriser le climat des affaires...

PAGE 5

Ecomusée d'Aného

L'illustration d'un site éco touristique dans notre pays

PAGE 10



Diplomatie / relations ivoiro-togolaises, Un tête-à-tête Faure Gnassingbé et Alassane Ouattara hier à Abidjan

Le président de la République du Togo, Faure Gnassingbé et son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, ont fait le tour de plusieurs questions bilatérales hier à Abidjan, dans la capitale ivoirienne, où le président togolais a été accueilli à la mi-journée.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Des ministres du gouvernement Klassou 2 ont pris fonction

Nommés il y a quelques jours, les nouveaux ministres du gouvernement Klassou 2 ont presque tous pris fonction hier. Après la déclaration de politique générale, le tout premier séminaire gouvernemental présidé par le chef de l'Etat lui-même, les ministres se mettent immédiatement au travail. Que ce soit Koutera Bataka au ministère de l'Agriculture ; Kodzo Adedze, au ministère du Commerce, des Transports, de l'Industrie, du développement du secteur privé et de la Promotion de la consommation locale,...

PAGE 3

Interview

Dodji Aglago veut dénicher le prochain Einstein au Togo

Gagnant du prix de l'entreprise la plus innovante dans le domaine de l'éducation en Afrique l'année dernière, Dodji Aglago fait partie de ces visages qui incarnent le Togo...



PAGE 2

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Côte d'Ivoire / Assemblée nationale Guillaume Soro va démissionner en février, selon Ouattara</p>  <p>P 4</p>	<p>Gouvernance économique Faure Gnassingbé a à cœur l'émergence du Togo</p>  <p>P 5</p>	<p>Cinéma Deux courts métrages togolais sacrés au Bénin</p>  <p>P 9</p>	<p>Ecomusée d'Aného L'illustration d'un site éco-touristique dans notre pays</p>  <p>P 10</p>
---	---	--	---	---

Interview Dodji Aglago veut dénicher le prochain Einstein au Togo

Gagnant du prix de l'entreprise la plus innovante dans le domaine de l'éducation en Afrique l'année dernière, Dodji Aglago fait partie de ces visages qui incarnent le Togo qui gagne, et de sa jeunesse qui ose prendre des initiatives remarquables. Son entreprise, « Mobile Labo », couplée à son association, « Les Archimèdes » s'est donnée pour mission de révolutionner l'apprentissage de la science et de dénicher le prochain Einstein sur le continent ». Le site d'information www.togofirst.com s'est intéressé à ce jeune entrepreneur. Dans une interview qu'il a accordée à notre confrère, Dodji parle de ses motivations, son parcours et ses ambitions.

Qui est Dodji Aglago ?

C'est un jeune entrepreneur à sa façon, directeur de la société Mobile Labo, une entreprise spécialisée dans la conception et la vente des matériels d'expérimentation. Je suis acteur de l'éducation scientifique et je préside une association dénommée Les Archimèdes. Sur le plan international, je représente au Togo le « Next Einstein Forum », une initiative de l'Institut Africain de Sciences mathématiques, qui veut que le prochain Einstein soit Africain. Donc j'ai pour rôle de mon côté, de tout faire pour que le prochain Einstein soit

Togolais.

Ensuite, je représente également pour le compte de l'Onu, le point de contact du Togo, du Spécial Generation Advertising Council, une organisation qui œuvre pour les sciences spatiales. Ils disposent de points focaux au sein de chaque pays et je suis celui qui assure cette fonction au Togo.

Intéressons-nous à Mobile Labo et aux Archimèdes. Que faites-vous concrètement ?

Mobile Labo œuvre dans la conception de matériels d'enseignement des sciences en général



Dodji Aglago

comme la physique, la chimie, la géologie, la géographie, la médecine, les mathématiques ou encore l'informatique. On s'attelle à monter les circuits électriques et électroniques afin de montrer aux élèves comment on peut produire de l'énergie, comment à partir de telle substance, on peut produire des réactions chimiques. Nous concevons des supports d'expérience chimique. On travaille sur des cartes géographiques, des espèces biologiques, des roches, bref tout ce qui peut être scientifique et peut aider l'apprenant à mieux assimiler son cours, mais en misant fortement sur la pratique.

« Les Archimèdes », par contre, c'est l'association

qui accompagne Mobile Labo et qui regroupe des jeunes scientifiques de formation, qui œuvrent pour la promotion et la vulgarisation des sciences ainsi que la formation des meilleures élites scientifiques de notre pays.

Comment est née l'idée de monter Mobile Labo ?

L'idée de monter Mobile Labo est intimement liée à celle des Archimèdes et a commencé il y a quelques années, lorsque j'étais encore étudiant. Je suis physicien de formation. Après avoir obtenu mon premier diplôme en 2012 et quelques soucis relatifs à des cours de Master, je suis entré dans l'enseignement. Il ne m'a pas fallu longtemps

pour observer plusieurs problèmes à corriger dans notre système éducatif. Et le principal était le manque, voire l'absence, de pratique, dans l'enseignement des matières scientifiques. Les cours étant essentiellement théoriques, pour la plupart. J'ai participé à la correction d'épreuves du baccalauréat, et j'ai observé les résultats catastrophiques en sciences physiques. Sur un lot de 200 copies que j'ai eu à corriger, seulement 25 élèves ont obtenu la moyenne. Pour des séries scientifiques, c'est assez problématique, quand on connaît la grande valeur des coefficients des matières scientifiques dans ces filières.

Les échecs qui en résultent, en plus de ruiner l'investissement des parents, minent le développement de nos pays, qui n'arrivent pas à produire suffisamment d'ingénieurs ou de scientifiques. Dans des conditions normales, les cours de sciences physique, par exemple, devraient s'appuyer sur des expériences.

C'est à dire, concrètement ?

Montrer aux enfants ce qu'est un circuit...

Suite à la page 11

Mairie d'Atakpamé

Le budget prévisionnel exercice 2019 adopté

Les conseillers spéciaux de la commune d'Atakpamé ont adopté le jeudi 17 janvier le budget prévisionnel exercice 2019 de la mairie de la ville. Ce budget s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 278.937.400 CFA. Le budget connaît en outre, une augmentation par rapport au précédent qui était de 272.673.295 CFA.

Le préfet de l'Ogou, Akakpo Edoh a remercié les délégués pour le travail abattu. Il a attiré l'attention des délégués sur des questions liées à l'extension de la ville d'Atakpamé, l'assainissement, l'urbanisation, la sécurité, les problèmes d'aménagement, d'éclairage, et d'infrastructures. Quant aux responsables techniques (OTR, trésorerie, TP), ils se sont félicités du respect du canevas conventionnel dans l'élaboration du budget

Lomé / Loi de finances 2019

Les jeunes entrepreneurs informés sur les nouvelles dispositions fiscales

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) a organisé son 39^e « Jeudi J'ose », une plateforme de discussions entre les jeunes entrepreneurs, le jeudi 17 janvier à Lomé. Cette rencontre a été axée sur le thème : « Les nouvelles dispositions fiscales de la loi de finance, gestion 2019 : quelle lecture en faire ? ». Elle a permis d'éclairer les jeunes entrepreneurs sur les nouvelles dispositions Général des Impôts (CGI) et le Livre des Procédures Fiscales (LPF). Les jeunes ont été instruits sur les avantages et les opportunités qu'offre cette loi de finance. Ils ont également reçu des explications sur les principales innovations contenues dans ce code et les réformes réalisés.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège

Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... ou Taïrou Bagbiègue au ministère de l'Enseignement technique, de la Formation et de l'Insertion professionnelle; ou Demba

Tignokpa au ministère de la Planification du développement et de la Coopération ; ou encore Antoine Lekpa Gbegbeni au ministère de l'Eau, de l'Équipement rural et de l'Hydraulique villageoise ; la plupart des ministres

du nouveau gouvernement ont pris fonction hier. Des cérémonies symboliques de passation de service se sont tenues dans les locaux des différents ministères dans une atmosphère détendue.

Fort de ce quitus, ces nouveaux serveurs du peuple peuvent maintenant s'atteler à répondre aux exigences de leurs cahiers de charge. Naturellement, ceux qui ont été reconduits ne se feront pas prier pour

poursuivre les chantiers sur lesquels ils étaient déjà engagés. Certains comme Robert Dussey ont juste dû céder un portefeuille même s'ils ont récupéré d'autres.

E.D.

Diplomatie / relations ivoiro-togolaises, Un tête-à-tête Faure Gnassingbé et Alassane Ouattara hier à Abidjan

Le président de la République du Togo, Faure Gnassingbé et son homologue ivoirien, Alassane Ouattara, ont fait le tour de plusieurs questions bilatérales hier à Abidjan, dans la capitale ivoirienne, où le président togolais a été accueilli à la mi-journée.

Cette visite d'amitié et de travail du numéro togolais intervient dans un contexte politique délétère en côte d'Ivoire. Il y a quelques jours, Guillaume Soro annonçait clairement la délégation de ses pouvoirs à son vice-président, Oulla Privat, à la tête du parlement, le temps « de son absence du 25 janvier au 20 février ». Samedi dernier, la tenue du congrès du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) - le parti présidentiel - semble avoir confirmé la distance entre Guillaume Soro Le RHDP, on le sait, depuis ce congrès, a gardé Alassane

Ouattara à la tête du parti, sans l'avoir désigné comme son candidat en 2020. Alassane Ouattara a laissé entendre qu'il pourrait s'agir de primaires ouvertes. Tout le monde pourra être candidat, même les absents, avait déclaré Alassane Ouattara faisant allusion à Guillaume Soro. L'élection présidentielle de 2020 reste un tournant très décisif pour l'avenir de la Côte d'Ivoire, l'une des puissances économiques de la sous-région ouest-africaine, un pays toujours hanté par la question de sa crise post-électorale de 2010 et l'équation de la libération ou non de l'ancien président

Laurent Gbagbo, toujours gardé à la Haye, malgré la proclamation de son acquittement par les juges de la Cour Pénale Internationale (CPI).

« Très heureux de l'entretien chaleureux que j'ai eu avec mon jeune frère et ami Faure Gnassingbé, qui a effectué une visite d'amitié à Abidjan aujourd'hui », écrit le président ivoirien sur son compte Twitter, au terme de leur entretien en tête-à-tête au Palais de la Présidence de la République de la Côte d'Ivoire.

Le président togolais avait été accueilli à sa descente d'avion, à l'aéroport international



Faure Gnassingbé et Alassane Ouattara

l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, par son homologue ivoirien et plusieurs membres du gouvernement, ainsi que des officiers de l'armée. Il faut dire que la Côte d'Ivoire et le Togo, connaîtront des élections présidentielles en 2020. Si la Côte d'Ivoire vit une période pré-électorale quelque peu tendue, avec des plusieurs questions en suspens, le Togo est de son côté dans l'attente de résoudre des questions très attendues relatives aux réformes

institutionnelles. Cette question était principalement au cœur de la période de crise qui a secoué le pays et sanctionnée par des élections législatives, le 20 décembre dernier, remportées par le parti Unir au pouvoir. Les nouveaux élus devraient très prochainement plancher sur les modifications des articles de la Constitution et pour proposer donc une réforme des institutions clés.

D.K.

Protection sociale au Togo Elaboration d'une stratégie nationale pour amorcer l'extension

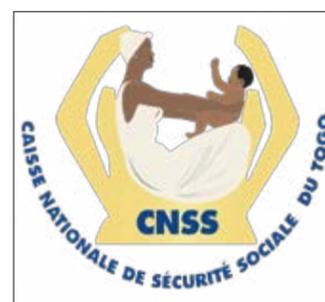
En matière de sécurité sociale, l'on distingue deux types de police d'assurance : la protection individuelle et celle universelle. La première forme existe au Togo depuis quelques années à travers des sociétés d'assurance privées mais aussi grâce à l'Institut national d'assurance maladie (Inam) que l'Etat a mis en place. Toutefois l'idéal est de donner l'opportunité à toutes les couches de la population de bénéficier de la protection sociale. Petit à petit, le Togo se dirige vers cet idéal.

L'extension de la protection sociale passera par l'élaboration en cours d'une stratégie nationale. Le ministre de la Fonction publique, du Travail, de la Réforme administrative et de la Protection sociale, Gilbert Bawara annonçait il y a quelques jours lors d'une rencontre internationale tenue à Lomé sur la mutualisation, que de mesures seront prises dès cette année

pour que l'extension de la couverture santé à l'ensemble de la population togolaise devienne une réalité.

La Caisse nationale de sécurité sociale qui a déjà entamé l'élaboration d'une stratégie nationale d'extension de la protection sociale, vient de donner un coup d'accélérateur au projet. Un atelier de formation organisé par le Bureau

international du travail (BIT) sur la question a rassemblé les acteurs il y a quelques jours à l'auditorium du siège de l'institution. Les discussions tournaient autour d'une inquiétude : comment étendre la protection sociale au secteur informel ? Ils ont donc réfléchi sur les fondamentaux de l'économie informelle au Togo en particulier la recommandation 204 du



Logo de la CNSS

BIT sur la transition de l'économie informelle vers le formel et l'extension de la protection sociale aux indépendants et aux travailleurs de l'économie informelle.

Il s'est agi également de faire un tour d'horizon rétrospectif de l'organisation des opérateurs et des travailleurs de l'économie informelle, discuter des possibilités de coordination des taxes et contributions sociales

du secteur informel et passer en revue toutes les dimensions sectorielles d'une stratégie de transition.

Cet atelier du BIT constitue une phase d'exécution d'une feuille de route dont les quatre axes aboutissent, à terme, sur l'élaboration et la validation d'un document de stratégie nationale pour la formalisation des acteurs de l'économie formelle. Ce sera la clé pour une extension effective de la sécurité sociale. Les Togolais attendent donc impatiemment l'aboutissement de cette réforme pour voir leur accès à la santé et au bien-être s'améliorer sensiblement.

Edem Dadzie

Nigéria / Suspension du président de la Cour suprême Abuja mécontent face aux critiques de la communauté internationale

Poursuivi par la justice nigériane pour corruption, le juge Walter Samuel Nkanu Onnoghen de la Cour suprême a été suspendu de ses fonctions par le président Muhammadu Buhari le 25 janvier 2019 dernier. Une suspension qui a suscité les critiques de la communauté internationale, notamment celle des Etats-Unis, de l'UE et du Royaume-Uni. Critiques que la présidence d'Abuja n'a pas digérées.

C'est un avertissement à peine voilé des autorités du Nigeria. Dans un communiqué du porte-parole du président Buhari, Garba Shehu rejette toute ingérence pouvant favoriser une méfiance des citoyens. Selon lui, la position du juge Onnoghen était « intenable » et le président Buhari a été contraint de le suspendre, ayant refusé de se retirer sur une base volontaire. Il va plus loin,

en faisant savoir que les forces de sécurité sont prêtes pour contrer toute tentative visant à perturber la tenue des élections prévues le mois prochain. Pour rappel, le président Buhari a suspendu le 25 janvier Walter Samuel Nkanu Onnoghen, poursuivi en justice pour corruption, en particulier pour ne pas avoir déclaré plusieurs comptes bancaires, et nommé à son poste un juge originaire du nord

du pays, comme lui. Cette mesure a provoqué des critiques tant au Nigeria qu'à l'étranger à l'égard du président, candidat à sa réélection au scrutin du 16 février. Il lui est reproché d'avoir violé la Constitution et de tenter de manipuler l'appareil judiciaire. L'Union européenne, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont exprimé le 26 janvier leur préoccupation, et le Sénat doit tenir le 29 janvier une session d'urgence sur le sujet. La Constitution nigériane prévoit en effet que le président ne peut renvoyer le plus haut magistrat du pays qu'avec l'approbation des deux-tiers des sénateurs.



Muhamadu Buhari

A moins de trois semaines du scrutin au Nigeria, cette suspension est interprétée comme une volonté du président Buhari de baliser la voie à une probable fraude électorale pour être réélu. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les Etats-Unis et le Royaume-Unis

ont menacé jeudi 24 janvier 2019 d'imposer un embargo de voyage pour tout nigérian reconnu coupable d'avoir incité à la violence lors des prochaines élections ou à quiconque se livrerait à des manœuvres frauduleuses.

T.M.

RDC Félix Tshisekedi reçoit le soutien de certains évêques

Alors que l'on croyait toute l'Eglise catholique en bloc derrière l'attitude hésitante de la Conférence épiscopale des évêques du Congo (Cenco) après la victoire de Félix Tshisekedi au scrutin présidentiel du 30 décembre 2018, 7 prélats catholiques et un administrateur diocésain de la région du Kasai ont salué le 27 janvier l'élection de Félix Tshisekedi, laissant planer le doute sur l'unité de l'épiscopat.

« Nous bénissons Dieu pour notre nouveau président de la République », ont-ils ainsi annoncé dans un communiqué rendu public le 27 janvier, à l'issue d'une session extraordinaire organisée du 25 au 26 janvier dans la ville de Kananga, capitale de la province du Kasai-Central, tout en exprimant leur « joie » de le voir « élevé à la magistrature suprême ». On retrouve parmi les signataires de ce communiqué, l'archevêque Marcel Madila (du Kananga), les évêques Nicolas Djomo (de Tshumbe), Emmanuel-Bernard Kasanda (de Mbuji-Mayi), Pierre-Célestin Tshitoko Mamba (de Lwebo), Félicien Mwanamba (de Luiza), Emery Kibal (de Kole), Oscar Nkolo (de Mwaka) et l'administrateur

de Kabinda, Richard Kitengie. Pour ces prélats, l'ère Tshisekedi sonne comme le début des « temps nouveaux », qui « ne sont pas synonymes de vengeance, mais un temps de justice, de pardon et de réconciliation sans lesquels nous ne parviendrons jamais à un monde meilleur ». Murée dans un silence suspicieux depuis l'annonce de la victoire de Félix Tshisekedi de la présidentielle du 30 décembre 2018 en RDC, la Cenco n'a pas aussi réagi à l'investiture du nouveau président élu dont elle contestait les chiffres de la victoire. Avec cette sortie de ces prélats ce 27 janvier 2019, l'on se demande si l'unité de l'épiscopat est désormais en jeu.

T.M.

Côte d'Ivoire / Assemblée nationale Guillaume Soro va démissionner en février, selon Ouattara

En Côte d'Ivoire, depuis des semaines, des rumeurs de démission du président de l'Assemblée nationale courent. Ce lundi 28 janvier au matin, dans une déclaration lapidaire à l'occasion des vœux à la presse, le président Alassane Ouattara a clarifié les choses.

« Soro Guillaume démissionnera en février. C'est entendu, c'est acté ». Face à la presse réunie pour les vœux de la nouvelle année, le président a clos la rencontre en répondant à cette question d'un journaliste. Les rumeurs sur la démission du président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, couraient depuis des jours, voire des semaines, à Abidjan. Guillaume Soro et Alassane Ouattara se sont rencontrés en tête-à-tête par deux fois depuis le début de l'année. La dernière fois, c'était jeudi soir et il a été question de cette démission. Ces dernières semaines, les personnalités, figures du RHDP (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix) - le parti présidentiel -, avaient appelé à de nombreuses reprises Guillaume Soro à rendre le tabouret. Vendredi, au lendemain de cette rencontre



Guillaume Soro

avec le chef de l'Etat, le président de l'Assemblée nationale publiait un communiqué indiquant simplement qu'il déléguait ses pouvoirs à son vice-président, Oulla Privat, le temps « de son absence du 25 janvier au 20 février ». Guillaume Soro est-il encore à Abidjan ou a-t-il quitté la Côte d'Ivoire ? En tout cas, il n'est pas apparu samedi au grand congrès du RHDP.

Le RHDP qui, on le sait, depuis ce congrès, désignera son candidat en 2020. Alassane Ouattara a laissé entendre qu'il pourrait s'agir de primaires ouvertes. Tout le monde pourra être candidat, même les absents, avait déclaré Alassane Ouattara dans une allusion claire déjà, à Guillaume Soro.

Avec Rfi.fr

Gouvernance économique

Faure Gnassingbé a à cœur l'émergence du Togo

Depuis qu'il est à la tête du Togo, le président Faure Gnassingbé ne se bat que pour le développement de son pays. Même si l'environnement politique n'est pas du tout favorable à la réalisation de ses projets de développement, à cause des troubles sociopolitiques que connaît le pays ces dernières années, Faure Gnassingbé met les moyens pour atteindre ses objectifs et hisser le pays au rang des grandes nations. Des initiatives, il n'en manque pas. La dernière en date ? Le Plan national de développement (PND). De par son histoire, le Togo vient de loin. Le chef de l'Etat togolais a besoin du temps mais aussi de la confiance de la population et des acteurs politiques pour faire du Togo l'or de l'humanité.

Les pays émergents ne se sont pas développés en une seule journée. Il a fallu à ces pays du temps mais aussi de la volonté pour leur croissance économique. Ce n'est pas la volonté qui manque au président togolais. Pour développer un pays, il faut aussi de l'ambition. Les initiatives et l'engagement de Faure Gnassingbé vis-à-vis de la population se concrétisent. L'ambition, le chef l'a encore montrée au peuple togolais avec l'adoption du Plan national de développement (PND-2018-2022) pour transformer de façon structurelle l'économie togolaise en vue d'une « croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et induisant l'amélioration du bien-être social » comme le prévoit le PND. Beaucoup de personnes se posent la question pour savoir si le Togo pourra réellement être transformé

structurellement en 5 ans. La question mérite d'être posée. Pour réaliser cet ambitieux projet, Faure Gnassingbé ne lésine pas sur les moyens. Le président de la République togolaise tient à la croissance du pays sur tous les plans. Ses récentes sorties et visites hors du pays sont centrées sur le PND. Par exemple, lors de son déplacement en septembre 2018 à Hangzhou en Chine à l'occasion du forum Sino-togolais, M. Gnassingbé a défendu le PND.

S'inspirer des modèles de développement pour réaliser le miracle togolais

Le président veut s'inspirer du développement chinois pour transformer le Togo. « Entrepreneurat, industrialisation, échange, innovation : les ingrédients de la transformation économique du Zhejiang en font aujourd'hui sa renommée. Vous qui

avez été les artisans, je suis venu aujourd'hui à Hangzhou vous lancer un appel : ce sont ces mêmes ingrédients qui transformeront économiquement le Togo, soyez les artisans du miracle économique togolais », a déclaré Faure Gnassingbé à Hangzhou.

Le miracle économique togolais, le chef de l'Etat y croit, fermement. Après la Chine, il a rappelé cet engagement à Berlin le mois suivant c'est-à-dire en octobre 2018 à Berlin lors du sommet G20 Compact with Africa. Et la dynamique va se poursuivre jusqu'à la réalisation de ce projet.

Juste après l'adoption du Plan national de développement, Faure Gnassingbé a fait de la mise en œuvre du PND son cheval de bataille. L'enjeu est de taille.

Pour réaliser le PND, il faut s'entourer des bonnes personnes : les hommes de confiance à la place qu'il faut. Ces hommes



Faure Gnassingbé

sont parfois difficiles à déceler. C'est le grand défi de Faure Gnassingbé. Pour ce faire, il s'est entouré de plusieurs ministres qui ont participé à l'élaboration du PND. C'est ainsi que l'ancien Premier ministre a été reconduit à la tête du nouveau gouvernement. Les anciens ministres de ce gouvernement maîtrisent mieux les contours de ce Plan de développement. Le PND reste l'un des principaux défis à relever pour ce gouvernement. Faure Gnassingbé l'a encore signalé aux ministres lors du premier séminaire gouvernemental avec cette équipe qui s'est tenu

le dimanche 27 janvier dernier.

La diplomatie économique menée par le Togo pour la promotion des intérêts économiques du pays et attirer des investisseurs étrangers va encore plus se renforcer pour la mise en œuvre du PND.

Faure Gnassingbé est un homme de parole et beaucoup de Togolais ont leurs yeux fixés sur lui. Arrivera-t-il à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé ? En tout cas les populations commencent déjà à voir les premiers fruits du PND dans leurs communautés.

Yaovi Adelan

Classement mondial de la Fondation Heritage

Le Togo a fait plusieurs progrès en matière de liberté économique

Dans un rapport publié par le think tank américain The Heritage Foundation, la fondation a confirmé les réformes menées par le Togo pour favoriser le climat des affaires. L'édition 2019 de l'« index of economic freedom » indique que le Togo a gagné 10 places en ce qui concerne la liberté économique dans le monde.

Dans ce classement, le Togo passe de la 168ème place occupée l'an dernier à la 158ème place. Le score de liberté du Togo est de 50,3. L'édition de l'« index of economic freedom » de cette année a évalué en tout 186 pays et 180 parmi eux ont été classés. En Afrique, le Togo a

progressé de 6 places avec un score en hausse de 2,5 points. Sur le continent, le Togo est au 35e rang cette année sur 47 pays classés. L'année dernière, le pays était à la 41e position en Afrique.

Le rapport a relevé quelques faiblesses dont l'exécution des contrats

et la protection des biens immobiliers. « L'exécution des contrats est difficile. La protection des biens immobiliers est également difficile parce que la plupart des terres n'ont pas de titre de propriété clair... », a relevé The Heritage Foundation.

Le concept de « L'index



Le siège de la Fondation Heritage

of economic freedom» mesure depuis 1995 la liberté économique dans le monde sur la base de plusieurs indicateurs. Au total, 12 indicateurs sont évalués dans des

catégories comme l'Etat de droit, la prépondérance du gouvernement, l'efficacité réglementaire et les marchés ouverts.

Félix Tagba

africa

www.africardv.com

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine

Relations Union africaine – Union européenne

Vers un partenariat plus fort

Se situant à mi-chemin du sommet d'Abidjan en 2017 et celui à venir, la réunion conjointe des ministres de l'Union européenne et de l'Union africaine tenue les 21-22 janvier dernier à Bruxelles – on peut se le demander – ouvre-t-elle une ère de coopération plus forte et tenue entre l'Europe et l'Afrique ? Tel a été, au moins, le vœu clairement formulé et émis par les ministres africains présents à cette rencontre qui a vu la présence du chef de la diplomatie togolaise Robert Dussey.

La haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, et Richard Sezibera dont le pays, le Rwanda, assure la présidence tournante de l'Union Africaine, coprésidait ces assises, qui ont eu lieu au cœur de l'Europe – l'imposante bâtisse de la Commission de l'UE. Assises la dont l'objectif était d'évaluer la mise en œuvre des priorités stratégiques communes dans la continuité de la déclaration d'Abidjan de 2017, autour de la thématique : « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable ».

Mais cette rencontre était préparatoire car, elle intervient en amont, de la tenue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE et de l'UA. La réunion a été aussi l'occasion pour les ministres des Affaires étrangères de ces deux institutions régionales de coopération de réaffirmer l'importance et la singularité du partenariat UE-UA.

de la paix, de la sécurité et de la gouvernance, du développement économique et de la promotion du multilatéralisme.

D'autres points ont été abordés. Les ministres de l'UE et de l'UA ont appelé à une coordination plus étroite des deux organisations, y compris sur la question du financement des opérations africaines de paix, des enjeux des migrations, de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la lutte contre le changement climatique et prennent note des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'Action d'Abidjan et de ses initiatives connexes.

Les ministres ont également marqué à l'unanimité leur soutien à l'initiative européenne intitulée « Alliance Afrique-Europe pour l'investissement durable et l'emploi » proposée par la Commission européenne, ainsi qu'aux projets africains de renforcement de l'intégration économique et

indiqué Mme Mogherini lors d'une conférence de presse à l'issue de la première réunion ministérielle UE-UA à Bruxelles.

Dans le monde « compliqué » d'aujourd'hui, l'Europe et l'Afrique « sont plus proches que jamais », a relevé la chef de la diplomatie de l'UE, notant que « nous tous, Européens et Africains, voulons une Afrique plus forte avec des emplois de qualité pour les jeunes, des sociétés plus inclusives, avec la paix et la sécurité pour tous ». Les défis du monde actuel exigent une coopération « plus étroite entre les peuples, les gouvernements et

les continents », a-t-elle insisté, soulignant que depuis le 5ème sommet UA-UE qui s'est tenu en novembre 2017 à Abidjan, « nous avons changé notre façon de travailler ensemble en discutant davantage de nos priorités et de nos intérêts communs ».

Depuis le sommet d'Abidjan, la migration est « probablement le domaine où notre coopération a déjà produit les résultats les plus remarquables », s'est félicitée Mme Mogherini, assurant que le partenariat entre l'UE et l'UA « va bien au-delà de la question de la migration ».

Communiqué conjoint (Extrait)



Federica Mogherini (D) et Richard Sezibera (M), coprésidant la réunion

Au cours de la réunion, les Ministres n'ont pas perdu de vue les questions relatives à la coopération entre les deux organisations dans le domaine

commerciale du continent.

Dieudonné Korolakina, de retour de Bruxelles

UE-UA, Désormais une volonté commune

L'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) sont animées d'une volonté commune d'aller de l'avant vers un partenariat plus fort, martelait la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica

Mogherini, au terme de la réunion, ce mardi 22 janvier dans le saint des saints européen. « Nous avons une volonté commune de renforcer notre coopération et d'aller de l'avant vers un partenariat et une amitié encore plus forts et plus profonds », a

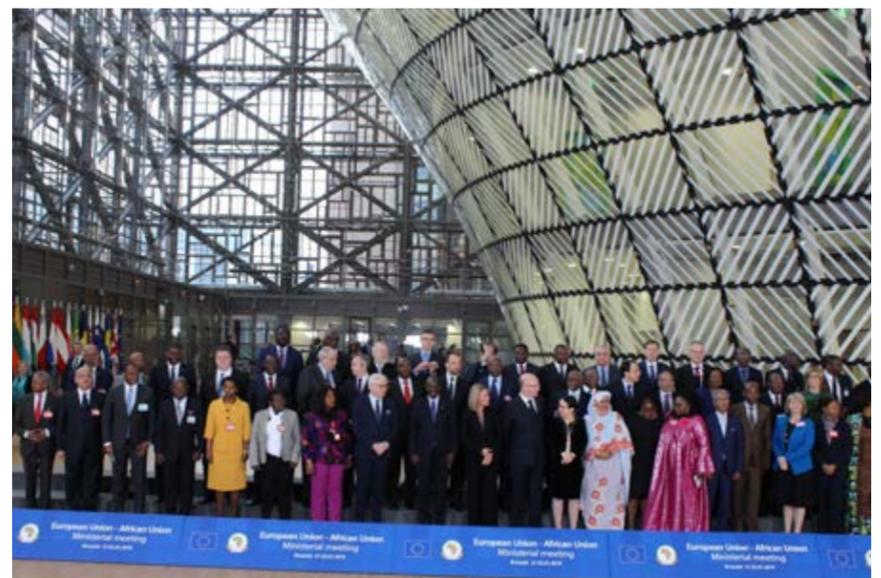


Photo de famille des ministres des Affaires étrangères UE et UA présents à Bruxelles

1. Ainsi qu'il en a été convenu lors du sommet Union africaine (UA)-Union européenne (UE) qui a eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 29 et 30 novembre 2017, l'UA et l'UE ont tenu la première d'une série de réunions ministérielles conjointes annuelles à Bruxelles (Belgique) les 21 et 22 janvier 2019. Y ont pris part les ministres des affaires étrangères des États membres de l'UE et de l'UA. La réunion s'est tenue sous la coprésidence de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, et du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Rwanda et président du Conseil exécutif de l'UA, M. Richard Sezibera, avec la participation du commissaire à la paix et à la sécurité, M. Smail

Chergui, représentant le président de la Commission de l'UA, M. Moussa Faki Mahamat, et en présence de membres de la Commission européenne et de la Commission de l'UA.

A. Coopération économique

5. En tant que voisins très proches, l'Europe et l'Afrique sont déjà des partenaires privilégiés en matière d'échanges commerciaux, d'investissements et de développement. À Abidjan, il a été convenu de redoubler les efforts conjoints afin de progresser vers une croissance, une transformation économique et un développement durables et inclusifs. En particulier, les deux partenaires sont convenus de coopérer pour améliorer le climat d'investissement, ainsi que

pour mobiliser des investissements dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures, de l'énergie, du numérique, de l'industrie et du transport aérien notamment.

6. Au cours de la réunion, des informations ont été communiquées sur les progrès importants réalisés dans le processus d'intégration continentale à la faveur du lancement de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), du marché unique du transport aérien africain et de l'adoption du protocole relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement. Ayant fait l'expérience des nombreux avantages qu'apportent l'intégration régionale et une harmonisation croissante du climat d'investissement et des affaires, l'UE a réaffirmé l'engagement qu'elle a pris de partager, en tant que partenaire, sa propre expérience en matière d'intégration et de coopération régionales et d'apporter, dans ce cadre, son plein soutien. Les ministres sont convenus de l'importance de renforcer les relations commerciales entre l'Afrique et l'Europe.

7. Dans le même contexte, des informations ont été communiquées sur le lancement et l'avancement de l'initiative européenne relative à une "alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables", et les deux parties ont été encouragées à procéder à de nouvelles consultations pour faire en sorte que la mise en oeuvre du projet d'alliance corresponde aux priorités des deux continents.

8. Des informations ont été communiquées sur l'avancement du plan d'investissement extérieur de l'UE, dans le cadre duquel une somme de 4,1 milliards d'euros est engagée afin de mobiliser un montant estimé de 37 milliards d'euros d'investissements privés africains et européens.

9. Les ministres se sont également félicités des initiatives de coopération et d'intégration sous-régionales, en vue de la création d'un marché africain intégré et compétitif qui soit pleinement aligné sur la ZLECA, et de la contribution qu'elles peuvent apporter à la stabilité ainsi qu'à la prospérité et au développement durable sur le continent africain.

10. Les ministres se sont engagés à conjuguer les efforts pour lutter contre la corruption sur les deux continents, et promouvoir la coopération internationale pour lutter contre les flux financiers illicites et contre l'évasion et la fraude fiscales, ainsi que pour renforcer la coopération en matière de recouvrement d'avoirs.

11. Les ministres ont rappelé que,

pour que la main-d'oeuvre soit dotée des qualifications appropriées, ainsi qu'il en a été convenu à Abidjan, il importe

d'investir dans la jeunesse grâce à des possibilités d'éducation et de formation réactives vis-à-vis du marché, tout particulièrement pour les femmes et les filles, notamment en déployant davantage de programmes de formation et d'enseignement professionnels et en développant des échanges scientifiques et en matière de R&D, avec la participation du secteur privé. En outre, les participants sont convenus qu'il importe d'internationaliser et d'harmoniser l'enseignement supérieur en Afrique afin de développer une culture de la mobilité en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement et d'accroître la comparabilité. À cet égard, il convient d'encourager davantage la mobilité des étudiants et du personnel, celle-ci étant considérée comme un vecteur essentiel du développement socioéconomique en ce qu'elle contribue à doter les jeunes des compétences dont ils ont besoin pour construire leur avenir. Des programmes tels qu'Erasmus+ contribuent à parvenir à ces résultats, et pourraient inspirer d'autres programmes en ce sens.

B. Résilience, paix, sécurité et gouvernance

12. Les ministres sont convenus que la coopération dans le domaine de la paix et de la sécurité à toutes les étapes du cycle d'un conflit constitue un pilier central du partenariat UA-UE. Les nouvelles menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité à l'échelle internationale et régionale, en particulier la propagation du terrorisme, de la piraterie, de la radicalisation, de l'extrémisme violent, du commerce illicite d'armes et de la criminalité organisée, ont un impact sur la stabilité des deux continents. Ces menaces requièrent des efforts concertés, dans le respect du droit international, y compris le droit international relatif aux droits de l'homme.

13. Le respect des principes démocratiques, et l'État de droit, et la participation de la société civile sont importants pour permettre que la stabilité et le développement durable répondent aux attentes politiques et économiques d'une jeunesse en pleine croissance démographique. Le protocole d'accord entre l'UA et l'UE sur la paix, la sécurité et la gouvernance signé en mai 2018 place le partenariat institutionnel sur une base solide et structurée tenant compte de la complexité des nouvelles menaces et de la nécessité de s'attaquer à leurs causes profondes.

14. Tous ces efforts contribueront à l'ambition qu'a l'Afrique de faire taire les armes à l'horizon 2020. Il

convient de renforcer le soutien constant apporté à la stabilité dans les régions et les pays touchés par des crises, y compris le Sahel, la Libye, la région des Grands Lacs, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et la Somalie, à travers une mobilisation coordonnée, à l'appui des efforts africains visant à promouvoir une paix, une sécurité et une stabilité durables sur le continent. Les ministres ont salué les mesures positives prises en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, en particulier le rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée et son incidence plus large sur la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique, et sont convenus de soutenir le processus.

Elle a ainsi évoqué la coopération avec l'Afrique dans les domaines de la paix et de la sécurité, citant, dans ce sens, le soutien de l'UE aux pays du G5 Sahel, à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), ainsi que la mission de formation militaire de l'Union en République centrafricaine "EUTM RCA".

15. Les deux parties ont confirmé leur attachement commun à la mise en oeuvre du programme concernant les femmes, la paix et la sécurité et de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité, ainsi qu'au respect du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, à tous les niveaux de cette coopération. Les ministres ont en outre souligné l'importance de la bonne gouvernance, du renforcement des institutions et du respect et de la promotion des droits de l'homme, notamment l'égalité hommes-femmes, qui constituent des outils importants pour la prévention des conflits.

16. Les ministres ont pris acte de ce que la coopération fructueuse entre l'UA et l'UE contribue à rendre pleinement opérationnelle l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), et se sont déclarés favorables à un renforcement des liens entre l'APSA et l'architecture africaine de gouvernance (AAG), conformément au processus de réforme de l'UA.

17. Les ministres se sont félicités du lancement sous une forme revitalisée du fonds pour la paix de l'UA, de la nomination de son conseil d'administration et de l'engagement de mobiliser des ressources des États membres de l'UA à concurrence de 400 millions de dollars d'ici à 2021, afin de financer les activités opérationnelles de l'UA liées à la paix et à la sécurité. Il a été expliqué que le fonds devrait devenir un instrument de première importance pour l'Afrique ainsi que pour ses partenaires qui investissent dans la paix et la sécurité sur le continent.

18. Dans le cadre de la contribution apportée de longue date par l'UE au financement durable et prévisible des opérations de soutien de la paix sous conduite africaine, les deux parties ont salué l'engagement pris par les États membres de l'UE de reconstituer les ressources de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique pour la période 2019-2020. Les ministres ont souligné l'importance des négociations en cours à New York sur le recours aux contributions au budget de l'ONU pour les opérations de soutien de la paix dirigées par l'UA et autorisées par le Conseil de sécurité de l'ONU. À cet égard, les ministres ont salué l'adoption par l'UA, en novembre 2018, de ses politiques de mise en conformité, ainsi que l'engagement de l'UE de soutenir les efforts que mène l'UA pour rendre le cadre opérationnel.

C. Migration et mobilité

19. Les ministres ont salué le cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et le plan d'action 2018-2027 élaborés par l'UA, le protocole de l'UA sur la libre circulation des personnes, l'Agenda africain pour la migration, l'Observatoire africain des migrations et les centres de recherche sur la migration ainsi que les réalisations accomplies à ce jour et le mandat relatif à l'actualisation du plan d'action conjoint de La Valette. Ils ont également salué le travail accompli par le fonds fiduciaire de l'UE, destiné à relever les principaux défis du plan d'action conjoint de La Valette, et ont préconisé la poursuite du suivi des résultats de ce plan d'action et l'amélioration de la mise en oeuvre de ses cinq piliers ainsi que de l'efficacité du plan.

20. Les États membres de l'UE qui ont adhéré au pacte mondial de l'ONU pour les migrations et au pacte mondial de l'ONU sur les réfugiés, d'une part, et l'UA, d'autre part, ont salué l'adoption de ces instruments en tant que cadres de coopération internationaux non contraignants sur le plan juridique, visant à compléter les différentes stratégies nationales et tenant compte d'approches nationales spécifiques pour examiner les défis liés aux migrations qui concernent les deux continents.

21. Les ministres ont mesuré les progrès accomplis récemment dans la mise au point de la coopération intercontinentale entre l'UA et l'UE en matière de migration, qui peut apporter une valeur ajoutée en termes de cohérence et de complémentarité entre les processus existants, y compris ceux de Rabat, de Khartoum et de la Corne de l'Afrique. Les deux parties se sont déclarées favorables à une coopération élargie à cet égard.

Réalisé par Dieudonné Korolakina

AVIS DE DECES

EN MEMOIRE DE NOTRE CHERE ET REGRETTEE

Doise Sohoinde Dorcas dite Yaovino

Rappelée à Dieu

le 24 Octobre 2018 à Lomé

dans sa 88^e année**Programme des cérémonies****Mardi 05 Février et Mercredi 06 Février 2019:**Présentation de condoléances à Djifa-Kpota de 18h à 20h,
Maison HOGLONOU sise derrière le côté Est du marché de Djifa**Vendredi 08 Février 2019**Veillée: à partir de 20h à l'aube,
Lieu: Hounakopé, Afagnan-Gblétta
(Bas-Mono Togo)**Samedi 09 Février 2019**Lieu: Inhumation au cimetière
familial Afagnan Gblétta
(Bas-Mono), Togo
Heure: A partir de 08h30*La famille vous remercie***Traduction**Avez-vous un texte, un document, un
diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com**Jeu****Photo du jour**

Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses**COURRIER EXPRESS**DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier,
Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e
étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél:
22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26**OPERATEURS TELEPHONIQUES**MOOV: Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14**SANTE GENERALISTES**DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse /
Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72**OU MANGER ET DORMIR A LOME?**HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél :
90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11**MUSCULATION ET MASSAGE**Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES
ANGES » Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90
24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph
Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70**AGENCE DE COMMUNICATION**Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation
d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des
Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com**SUPERS MARCHES A LOME**CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle
Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
(Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43**FRUITS ET LEGUMES**MARCHÉ ABATTOIR (Juste en face du Super
Marché Le Champion)
MARCHÉ DE GOYI SCORE (Juste en face du
Super Marché RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
(Qtier Adidogomé, carrefour des
Franciscains), Tél: 91 81 25 38**DANSE ET COURS DE ZUMBA**AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC.
Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE « LES
ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana
BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle
africaine); Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél :
91 70 61 86**AVIATION**AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99**Pharmacies de garde de Lomé
du 28 /1/ au 04 / 02 / 2019**

ST RAPHAEL	ATIKPODJI	22 21 84 26
AKOFA	AMOUTIVÉ	96 32 97 57
BIOVA	BD. HOUPHET BOIGNY	22 34 50 93
PORT	FACE H. SAKAWA	22 27 61 88
BON SAMARITAIN	BE	22 21 45 30
ESPERANCE	NYÉKONAKPOÉ	22 21 01 28
LIBERATION	AV. LIBÉRATION	22 22 25 25
ROBERTSON	NYÉKONAKPOË	22 22 28 41
N.D. DE LA TRINITE	S.TACO	22 21 27 80
LE JOURDAIN	TOKOIN WUITI	22 61 56 14
UNIVERS - SANTE	CITÉ OUA	22 61 81 43
AEROPORT	AEROPORT SITO	22 26 21 22
LILAS	7, ROUTE DE KÉGUÉ	22 26 29 59
INTERNATIONALE	BD. HAHO	22 26 89 94
RAOUDHA	TOGO 2000	91 61 33 32
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	AHADJI KPOTA	22 35 86 55
ADIDOGOME	ADIDOGOMÉ	22 50 54 85
SILOE	APÉDOKOE	90 80 26 39
MAGNIFICAT	YOKOE	70 44 51 59
ACTUELLE	SÉGBÉ	22 51 11 72
BETANIA	RUE SITO, TOTSI	96 80 10 11
MILLENAIRE	'AGOENYIVÉ	22 51 64 31
MATHILDA	LOMÉGAN - ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	KLIKAMÉ	22 51 44 25
DIEUDONNE	LEO 2000	70 44 84 59
EL-SHAMMAH	AMADAHOMÉ	70 43 25 85
ADONAI	AGOË-NYIVÉ	22 50 04 05
EMMAÛS	ROUTE DE M. TOVÉ	96 80 09 12
SHALOM	AGOË-CACAVELI	22 51 87 60
APOU ANTOINE	AGOË	22 19 12 15
TCHÉP'SON	TOGBLÉKOPÉ	70 42 94 41
VERSEAU	BAGUIDA	22 27 34 53
HYGEA	BAGUIDA	99 27 36 36

**Quelques ambas-
sades et consulats**

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Cinéma

Deux courts métrages togolais sacrés au Bénin

Les films togolais « La vie de Daniel » de Gilbert Bararmna et « Femme Ebène » de Rachel Kpizing ont été primés, à Cotonou, la capitale béninoise, lors de la 2ème édition du Festival international de court métrage des écoles de cinéma (FICMEC). Parmi les six productions togolaises présentées à ce festival, ce sont les deux courts métrages précités qui ont séduit le jury.

Ces deux films produits par Marbos Production, ont représenté l'Ecole supérieure des études cinématographiques et de l'audiovisuel du Togo (Esec-Togo) dans le cadre du 2ème acte du Festival international de court métrage des écoles de cinéma.

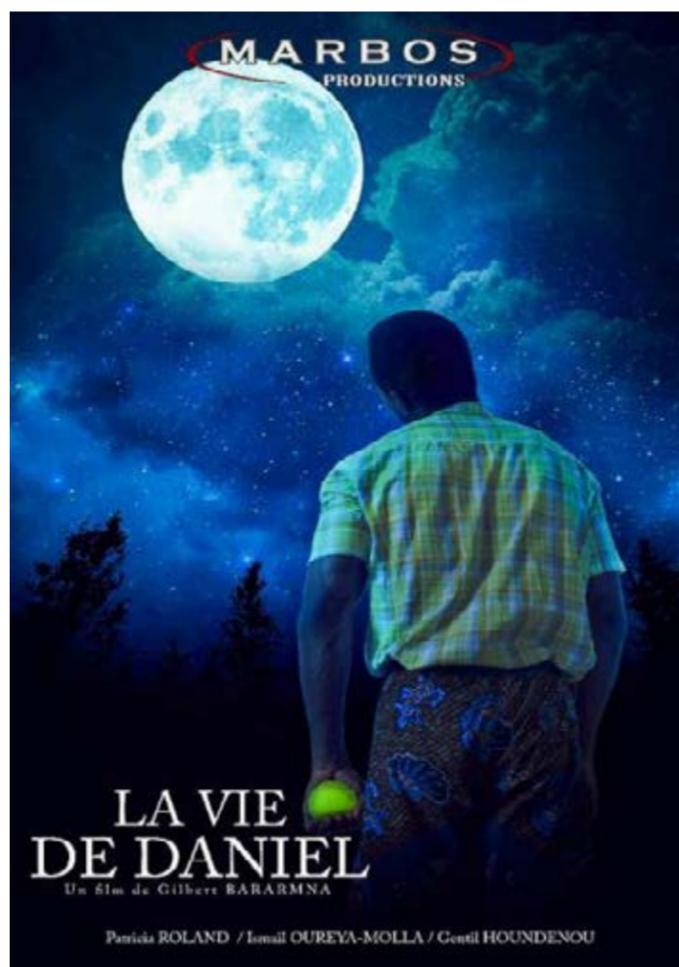
En effet, « La vie de Daniel » Gilbert Bararmna a remporté le prix « coup de cœur du public », et « Femme Ebène » de Rachel Kpizing est sacré

« Prix spécial ». Ces prix marquent non seulement une fierté pour le cinéma togolais, mais également un appel aux acteurs de ce domaine à redoubler d'efforts pour l'émergence de cinéma togolais. « C'est une immense joie pour moi, une action de grâce et au même moment, un coup de pouce qui motive à plus de travail et surtout, maintenir le cap », a martelé le directeur de l'Esec, M. Amagli Foli Alodé.

L'autisme, souvent considéré en Afrique

comme la sorcellerie, est la principale thématique dans le film de Gilbert Djoliba Bararmna. Le film « La vie de Daniel » relate l'histoire d'un jeune homme de 28 ans, sans éducation scolaire, traité en sous homme par sa famille qui - bourrée de préjugés - prend son mal pour de la sorcellerie. Alors qu'il n'a qu'un souci, l'autisme. Laissé pour compte il finira par trouver un défenseur pour sa cause...

Par contre le film « Femme Ebène » est un documentaire qui revendique le cheveu crépu faisant partie de la beauté africaine. Noire ébène, beauté première depuis les terres d'Eden ! Certaines l'ont choisi afro, d'autres l'ont choisi natté, d'autres encore l'ont choisi tressé. Mais ce qui ne fait pas partie du choix, ce sont les produits chimiques. En résumé, « Femme



Ebène » de Rachel Kpizing fait l'éloge des cheveux

naturels appelés « Nappy ». Nadia Edodji

Patrimoine culturel africain

Un rapport satisfaisant de la restitution des biens culturels africains

Les universitaires Felwine Sarr et Bénédicte Savoy ont remis, le 23 novembre 2018 au président français Emmanuel Macron le « Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain ». Ledit rapport à la page 24 supprime toute ambiguïté concernant les restitutions du patrimoine culturel qui doivent être définitives. Par conséquent, « Colonialism Reparation » se félicite que le « Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain » commissionné par le chef d'Etat français recommande la restitution définitive des trésors pillés pendant la période coloniale.

Les pays africains à l'instar du Bénin, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et autres, tiennent à récupérer les biens culturels spoliés pendant la période coloniale. Ainsi, la construction

d'un musée d'importance internationale est l'un des projets de quelques pays qui attendent de rentrer enfin en possession de leurs biens culturels.

À la page 54, le rapport trace les grandes lignes

d'un chronogramme pour le programme de restitutions, à la page 61 il propose la modification du Code du patrimoine pour les rendre possibles et durables et à la page 73 il soutient une série d'activités de diffusion

au niveau public afin de favoriser leur appropriation populaire.

Au terme de la rencontre, le président français a annoncé ensuite la restitution sans tarder au Bénin de vingt-six œuvres pillées lors de la conquête de novembre 1892 et a proposé de réunir à Paris dans le premier trimestre 2019 l'ensemble des partenaires africains et européens pour construire ensemble cette nouvelle relation et cette politique d'échanges.

La commission « Colonialism Reparation

» se félicite que le « Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain » commissionné par le président Emmanuel Macron recommande la restitution définitive des trésors pillés pendant la période coloniale et il demande que tous les anciens colonisateurs (Royaume-Uni, France, Allemagne, Espagne, Portugal, Pays-Bas, Belgique, Italie, etc.) s'engagent dans cette direction comme première étape de la réparation des dégâts du colonialisme.

N.E.

Lire

« L'Énéide » de Virgile. Ed Ebooks libres et gratuits. 2008 Pp 3-4

Je chante les armes et le héros qui, premier entre tous, chassé par le destin des bords de Troie, vint en Italie, aux rivages où s'élevait Lavinium. Longtemps, et sur terre et sur mer, la puissance des dieux d'En Haut se joua de lui, à cause du ressentiment de la cruelle Junon ; et longtemps aussi la guerre l'éprouva en attendant qu'il eût fondé sa ville et transporté ses dieux dans le Latium : ce fut là

l'origine de la race latine, des Albains nos pères, et, sur les hauteurs, des remparts de Rome. Muse, rappelle-moi les causes ; dis-moi pour quelle atteinte à ses droits sacrés, pour quelle blessure, la reine des dieux précipita un homme d'une insigne piété dans un tel enchaînement de malheurs et devant de si rudes épreuves. Entre-t-il tant de colère dans les âmes divines ? Jadis une ville occupée par des colons tyriens, Carthage, regardait de loin l'Italie et les bouches du Tibre, opulente et passionnément âpre à la guerre. Junon la

préférerait, dit-on, à tout autre séjour, même à Samos. Là étaient ses armes ; là était son char. Si les destins ne s'y opposent pas, elle rêve et s'efforce déjà d'en faire la reine des nations. Mais elle avait oui dire que du sang troyen naissait une race qui renverserait un jour cette citadelle tyrienne et qu'un peuple, roi partout et superbe dans la guerre, en sortirait pour la ruine de la Libye : tel est le sort filé par les Parques. C'est sa crainte ; et le souvenir des anciennes batailles qu'elle a livrées devant Troie, au premier rang, pour sa

chère Argos, n'est pas encore sorti de l'esprit de la Saturnienne, non plus que la cause de sa haine et ses farouches ressentiments : au fond de son cœur vivent toujours le jugement de Paris, le mépris injurieux de sa beauté, une race odieuse, l'enlèvement et les honneurs de Ganymède. Elle en brûlait encore et repoussait loin du Latium, ballotté sur l'étendue des mers, ce qui restait de Troyens échappés aux Grecs et à l'implacable Achille. Depuis de longues années, ils erraient, poussés par les destins, de rivage en rivage. Tant c'était une lourde masse

à émouvoir que de fonder la nation romaine ! À peine, hors de la vue des côtes siciliennes, les vaisseaux troyens faisaient voile vers la haute mer et soulevaient de leur proue d'airain l'écume salée, que Junon, son éternelle blessure au cœur, se dit à elle-même : « Moi, vaincue, renoncer à mon entreprise et m'avouer incapable d'écarter de l'Italie le roi des Troyens ! Assurément les destins me le défendent. Mais Pallas n'a-t-elle pu brûler la flotte des Grecs et les engloutir eux-mêmes pour la faute et la folie du seul Ajax, fils d'Oïlée?... »

Ecomusée d'Aného

L'illustration d'un site éco touristique dans notre pays

L'écomusée d'Aného est une initiative mise en place par Anani Akpé Wilson, président de l'Association des volontaires togolais pour le développement (Avotode) au cœur du quartier administratif de Zébé afin de promouvoir le tourisme écologique.

Le quartier administratif d'Aného comporte une diversité d'écosystèmes et d'espèces, notamment, un étang d'eau avec des crocodiles, des bassins piscicoles abandonnés, le musée régional historique d'Aného en mauvais état, la tombe de l'Allemand Emil Bilke, qui est le dernier cuisinier du dernier gouverneur allemand au Togo, etc.

L'association Avotode à travers son directeur exécutif, Anani Akpé Wilson, a mené plusieurs actions dans le cadre de la création d'un écomusée à trois vocations : la recherche

éco touristique, la formation et la restauration de la biodiversité, un parc zoologique et une école polytechnique.

Sauvegarder et valoriser le patrimoine naturel et culturel, telle est la mission qui est assignée à cet « Ecomusée de Guin doua (Aného) ». A l'entrée de l'écomusée, se trouvent des mangroves et des palétuviers, qui luttent surtout contre l'érosion côtière. Cette manière de procéder est une sage mesure, surtout que la ville d'Aného, située à 50 km de Lomé, est une ville côtière. Au sein de l'écomusée «



Un aperçu de l'Ecomusée d'Aného

Guin doua », la biodiversité est riche et diversifiée. On y retrouve toute sorte de plantes, de fleurs et de légumes comme l'anacardier, l'ajatum, le cocotier, le manguier, l'épine du Christ, le palétuvier, le sapin,

l'araucaria etc. On y trouve également des animaux comme les crocodiles, les varans, les lapins, les agoutis, les termites... Cet écomusée est grandiose, s'étalant sur deux hectares. Un grand travail d'assainissement et

de reboisement du quartier administratif d'Aného et de son hinterland a été amorcé sous peu.

Tout cela offre une belle vue. Aussi l'écomusée d'Aného est-il un condensé de la biodiversité. Il est structuré en plusieurs parcelles ou même en des avenues qui portent des noms des personnalités ayant marqué l'histoire du Togo, ou mieux qui ont contribué à la réalisation de ce musée écologique.

L'ambition de l'écomusée d'Aného est d'attirer tous les touristes du monde entier et de ce fait, être bientôt l'un des leviers de l'économie togolaise. Le site enregistre depuis l'année dernière des excursions d'élèves, des visites et des divertissements.

Nadia Edodji

Finance verte

ONU Environnement veut mobiliser 100 milliards de dollars d'ici à 2025

ONU Environnement veut mobiliser plus de financement d'ici à 2025. Estimé l'année dernière à 10 milliards, le programme des Nations Unies pour l'environnement (Pnue) va augmenter son financement des projets de développement durable dans les pays émergents. D'ici à 2025, le programme envisage mobiliser 100 milliards de dollars.

« Il y a un an, nous tablions sur 10 milliards de dollars d'ici à 2025. Mais en un an, nous avons déjà eu un projet de 350 millions de dollars en Indonésie, un projet de 2,3 milliards de dollars en Inde... Nous sommes quasiment à trois milliards.

Si les bons partenariats sont mis en place, si les bons acteurs sont trouvés et aidés, je pense que nous pourrions arriver à 100 milliards de financements privés pour le bien de tous », a confié à Franceinfo le sous-secrétaire général et

chef du bureau du Pnue, Satya Tripathi. L'Organisation compte mobiliser ces ressources auprès des contributeurs privés. « Le plus souvent, on voit des financements privés pour des profits privés. Nous

construisons un modèle où les financements privés génèrent, bien sûr, des profits, mais aussi un bénéfice pour la communauté et pour la planète. L'ONU est impartiale, nous ne faisons pas de profit et nous n'en ferons jamais. Nous déployons les ressources financières de contributeurs privés ou des Etats », a affirmé M. Tripathi.

Pour le chef du bureau du Pnue, les contributions des Etats ne suffisent pas pour couvrir tous les besoins.

Il appelle le secteur privé à redoubler d'efforts. « Le financement public ne sera jamais suffisant, les Etats ne seront pas en mesure de contribuer suffisamment pour résoudre les problèmes du monde. Le Produit intérieur brut (PIB) mondial est généré à 30% par le secteur public et à 70% par le secteur privé. Le secteur privé doit intensifier son effort. Et le rôle que peuvent jouer les banques et les institutions financières est énorme », a indiqué Satya Tripathi.

Félix Tagba

Privatisation de l'eau

Un sommet mondial sur le droit à l'eau se tient à Abuja du 29-30 janvier 2019

Assurer l'accès de tous à une eau potable et en quantité suffisante est devenu un réel défi, surtout avec la menace des changements climatiques. C'est pourquoi des acteurs pensent qu'il faut faire attention à la tendance de privatisation qui a cours dans le secteur. Un sommet mondial se tient sur la problématique à Abuja au Nigéria du 29 au 30 janvier 2019.

Des militants mondiaux, leaders d'opinion, syndicats et défenseurs des droits de l'Homme se retrouveront afin de réaliser des progrès sur le droit à l'eau dans le monde. Le sommet a pour thème : « urgence en matière d'accès à l'eau : résistance et solutions réelles face à la volonté de contrôle de la part des entreprises » et est organisé par

l'Environmental rights action/Amis de la Terre Nigéria (ERA/FoEN). Les participants viendront des communautés à travers le Nigéria et dans le monde. Les personnes touchées de Flint, Michigan, Pittsburgh et Pennsylvanie aux Etats-Unis et Nagpur en Inde témoigneront des privations et violations des droits de l'Homme qu'elles ont connues à cause de la

privatisation de l'eau. Les membres du congrès des Etats-Unis participeront également à distance aux côtés du rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'eau et à l'assainissement, Leo Heller et le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté, Philip Alston. Le Vice-président du Nigéria, le professeur Yemi Osinbajo, le ministre des



ressources en eau, Alhaji Adamu Suleiman et les membres de l'Assemblée nationale sont également attendus.

Pour les militants de cette cause, la privatisation de l'eau est source d'abus au travail, de crises de santé, prive les populations de l'action équitable aux

ressources en eau etc. le sommet se terminera donc par un communiqué qui tracera la voie à suivre pour un meilleur avenir de l'accès à l'eau en faveur du continent africain et des millions d'autres populations dans le monde entier.

Edem Dadzie

Promotion de la santé maternelle et infantile au Togo Vaccination contre la rougeole et la rubéole à partir du 30 janvier

L'information a été rendue publique il y a quelques jours par le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique : le Togo va introduire à partir de demain la deuxième dose du vaccin contre la rougeole et la rubéole dans la vaccination de routine. Les enfants âgés de 15 mois sont concernés par cette opération. Le lancement sera fait à Djarkpanga dans la préfecture de Mô.

Le Togo a adhéré en 2001 à la stratégie régionale de lutte contre la rougeole. Grâce à cette stratégie, le pays a atteint sur la base des estimations de l'OMS et de l'Unicef, une couverture vaccinale anti-rougeoleuse de plus de 80% et de plus de 80% pour le Penta 3. Le pays a donc pu être éligible pour un appui du Gavi (Alliance du vaccin) pour l'introduction du vaccin contre la rubéole sous

forme bivalent rougeole et rubéole.

Une campagne de vaccination de rattrapage du 12 au 18 février 2018 a permis d'amorcer le processus d'introduction qui sera effective quelque temps après. A présent, le Togo peut introduire la deuxième dose de ce vaccin qui va booster l'immunité de la première dose administrée il y a 9 mois. Cela permettra au pays d'atteindre, selon

Fatoumatou Tidiane, représentante-résidente de l'OMS au Togo, l'objectif mondial d'élimination de la rougeole en 2020.

« Nous espérons que l'introduction effective de ce vaccin dans le Programme élargi de vaccination avec un suivi effectif, permettra au Togo, j'en suis sûre d'être au rendez-vous de 2020 », a souligné madame Tidiane. La rougeole est une infection virale éruptive aiguë. Elle atteint



Vaccination d'un bébé

essentiellement les enfants à partir de l'âge de 5-6 mois et les jeunes adultes.

La rubéole quant à elle est une maladie virale épidémique, d'incubation voisine de 13 à 20 jours. C'est une maladie

généralement bénigne qui touche essentiellement les enfants, mais qui peut provoquer de graves malformations congénitales lorsque les femmes sont infectées au début de leur grossesse.

Edem Dadzie

Interview

Suite de la page 2

Dodji Aglago veut dénicher le prochain Einstein au Togo

...électrique, comment une pile ou un générateur alimente le circuit pour allumer la lampe, est plus bénéfique et mieux pédagogique que l'explication littéraire qui se fait généralement. L'élève apprend mieux, vite et ne risque pas d'oublier de sitôt, parce qu'ayant touché du doigt le mécanisme.

Pour donc pallier à ce problème, j'ai décidé de monter un laboratoire mobile. Lorsque j'ai commencé, je n'avais que ma moto et une simple caisse dans laquelle je mettais des matériels divers, et je me promenais d'école en école. Il faut dire que beaucoup de chefs d'établissement étaient réticents à l'époque, et certains le sont encore, à me laisser faire des présentations aux élèves. Je demandais juste une demi-heure pour m'entretenir avec eux et je les laissais apprécier. La première victoire a été, lorsqu'après mes passages, les responsables m'ont rappelé et sollicité pour que je revienne réitérer ces brèves présentations qui emballaient les élèves et leur faisait prendre goût aux cours.

Peu à peu, la demande est devenue importante et variée et j'ai atteint mes limites personnelles. Je vous l'ai dit, j'ai été formé

en Sciences physiques. Il me fallait donc m'entourer de gens qui ont d'autres compétences, notamment en biologie, en géologie, en géographie, etc...

C'est ainsi qu'est née l'association « Les Archimèdes » et « Mobile Labo », un mix de diverses compétences qui se sont agrégées pour la vulgarisation de la science dans notre pays.

Plus tard, nous avons constaté que les matériels que nous utilisons nous coûtaient un peu plus parce qu'on les commandait en France. On s'est résolu, à un moment donné, à les fabriquer nous-mêmes, avec nos moyens. Et nous avons ouvert un atelier.

N'avez-vous pas bénéficié d'une aide extérieure, d'une subvention ou d'un fonds d'appui ?

En 2016, nous avons eu le soutien de Total Togo, via le concours Total Startupper de l'année que nous avons remporté.

Ce succès nous a aidés à monter notre structure, et nous a ouvert des portes. Car dans le jury de ce prix, il y avait des membres du Faiej (Fonds d'aide aux initiatives économiques des jeunes, ndlr), que nous ne connaissions pas à l'époque. Nous les avons rencontrés pour la première fois là-

bas. Le jury posait toutes sortes de questions sur la comptabilité et la gestion, des questions auxquelles nous étions peu habituées en ce temps, n'ayant été formé que dans « nos » sciences. Ils ont été cependant emballés par notre présentation et notre projet, et nombreux nous ont félicité et remis leurs cartes de visite, dont Mme Céline Mivédor Gbadamassi Sahouda, la directrice du Faiej.

J'ai écrit à toutes ces personnes une fois rentré et Mme Mivédor a répondu très favorablement. Elle a convoqué à notre intention une grande réunion au siège du fonds, où j'ai mis pied pour la première fois et nous a présenté l'institution, ce qu'ils font pour la jeunesse. C'est là qu'est née la collaboration qui nous a permis de bénéficier d'un accompagnement technique du Faiej. Nous avons été outillés lors de formations techniques, sur l'élaboration d'un Business Plan, la gestion d'une entreprise, etc...

Donc oui nous avons bénéficié d'un accompagnement de la part du Faiej, et cela continue toujours aujourd'hui vu qu'ils nous suivent de près.

Quels sont les succès que

vous avez obtenus ?

Pour moi, le succès ne se résume pas qu'aux prix. Je ne les considère pas vraiment. Le premier succès pour moi et « Les Archimèdes » en général, est d'avoir concrétisé ma vision en démystifiant les sciences.

Que ce soit au niveau du ministère (en charge de l'éducation, ndlr), dans la sous-région ou maintenant en Afrique, lorsqu'on veut citer aujourd'hui des exemples de modèles de formation scientifique, on appelle Mobile Labo et pour moi, c'est une grande réussite.

Nous disposons aujourd'hui de 3 boutiques sur l'étendue du territoire, à Lomé, Atakpamé et à Dapaong. Nous commercialisons du matériel pour l'enseignement scientifique, sous forme de kit et plus d'un demi-million d'élèves bénéficient de nos produits. Nous vendons et fournissons des services à des écoles, à des ONG dans le domaine de l'enseignement, à des parents d'élèves aussi. Bref, tous ceux qui tournent autour de l'éducation.

Maintenant pour pouvoir accompagner cette vision, on a remporté l'année dernière le 2ème Prix de l'entreprise la plus innovante en Afrique à Dakar avec

l'Union Africaine, doté d'une enveloppe de 40 000 \$. Ces fonds vont nous permettre de quitter la production artisanale pour une production industrielle, pour ne plus seulement servir le marché togolais mais sous régional, voire africain pourquoi pas.

Mobile Labo aujourd'hui en chiffres, ça donne quoi ?

10 laboratoires construits à Lomé et à l'intérieur, dans des écoles publiques comme privées, nationales comme internationales (Lycée Français, Cours Lumière...). Nos laboratoires, ce sont des salles construites, sécurisées, dotées d'équipements pouvant permettre aux élèves et aux enseignants de s'outiller un peu plus.

520 écoles ont bénéficié de nos kits. Ce sont les chiffres obtenus après les comptes effectués en janvier 2018. Nos kits sont un ensemble de matériels regroupés à partir duquel l'élève peut facilement retrouver en pratique ce qu'il a appris ou noté dans son cahier. 400 enseignants accompagnés ou avec qui on a des engagements pour utiliser nos gadgets et produits. Nous allons même travailler avec eux dans les écoles.

La rédaction

Ter

GROUPE BANCAIRE DE L'UEMOA*

Grâce à nos clients fidèles, à nos équipes mobilisées
et à nos actionnaires engagés,
Merci à tous !

BÉNIN | BURUNDI RSD | CÔTE D'IVOIRE | MALI | NIGER | SÉNÉGAL | TOGO

*12e membre du groupe
d'adhésion à l'UEMOA, depuis le 01/01/2019

www.bankofafrica.net

